

N° 9-7

# BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



## DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 8 septembre 2023

### **AVIS ET PUBLICATION :**

- PREFECTURE :
  - Cabinet
- SOUS-PREFECTURES :
  - Sous-Préfecture d'Eprenay
- SERVICES DECONCENTRES :
  - DDT
  - DDETSPP
- DIVERS :
  - DDFiP
  - Direction Régionale des douanes de Reims
  - Direction Interrégionale des douanes et des droits indirects du Grand Est

Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Eprenay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture [www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr) (rubrique - Publications).

# SOMMAIRE

## **PREFECTURE DE LA MARNE**

### **Cabinet**

**p 4**

- Arrêté du **8 septembre 2023** portant interdiction de rassemblement automobile

## **SOUS-PREFECTURES**

### **Sous-Préfecture d'Epernay**

**p 8**

- Arrêté préfectoral du **19 juin 2023** prescrivant l'ouverture de l'enquête publique concernant la création d'une association syndicale autorisée (ASA) pour l'aménagement des coteaux viticoles sur le territoire des communes de BOURSAULT et de VAUCIENNES, et convoquant les intéressés en assemblée générale constitutive

## **SERVICES DECONCENTRES**

### **Direction départementale des territoires de la Marne (D.D.T.)**

**p 18**

- Arrêté n° SRER\_PRR\_2023\_250\_01 du **8 septembre 2023** portant réglementation temporaire de la circulation afin de permettre le franchissement à contre sens de la bretelle d'entrée du diffuseur n° 25 de St Etienne au Temple vers la D977 par des transports exceptionnels

- Arrêté n° SRER\_PRR\_2023\_250\_03 du **8 septembre 2023** portant réglementation temporaire de la circulation durant les travaux de réfection des perrés de l'ouvrage d'art PS 129.2 situé au PR 129+200 de l'autoroute A4

### **Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (D.D.E.T.S.P.P.)**

**P 27**

- Récépissé du **1<sup>er</sup> septembre 2023** de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 978338036

- Récépissé du **4 septembre 2023** de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 977651223

- Récépissé du **5 septembre 2023** de déclaration d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP 952149631

- Arrêté n° 2023-64 du **1<sup>er</sup> septembre 2023** portant délégation de signature concernant les pouvoirs propres du directeur régional en matière d'inspection du travail en faveur de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne

## **DIVERS**

### **☒ Direction départementale des finances publiques de la Marne**

**p 39**

- Décision du **5 septembre 2023** de délégations spéciales de signature pour la division Budget Immobilier Logistique et du Domaine

### **☒ Direction Régionale des douanes de Reims**

**p 43**

- Décision 2023/4 du **7 septembre 2023** du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contribution indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide

### **☒ Direction interrégionale des douanes et droits indirects du Grand Est**

**p 100**

- Décision n° 01/2023 du **4 septembre 2023** du directeur interrégional des douanes et droits indirects du Grand Est de délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux dans le domaine des contributions indirectes et en matière de règlement transactionnel dans le domaine douanier

# Préfecture de la Marne

**Préfecture de la Marne**

**Cabinet**

Châlons-en-Champagne, le 8 septembre 2023

Arrêté portant interdiction de rassemblement automobile

Le préfet du département de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2214-4 et L. 2215-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 mars 2022 du président de la République nommant Monsieur Henri PREVOST, Préfet de la Marne, publié au Journal officiel de la République française ;

Considérant la tenue fréquente de rassemblements automobiles non déclarés dans certaines zones des communes de Châlons-en-Champagne, de Saint-Memmie, de Courtisols, de Pierry, de Reims et Cormontreuil, générateurs de troubles à l'ordre public ;

Considérant que ces rassemblements, dépourvus d'organisateur clairement identifiés, regroupent un nombre important de véhicules et se déroulent sans mesure de sécurisation adaptée ;

Considérant que ces rassemblements sont également générateurs de risques en matière de sécurité routière avec des vitesses excessives qui ont pu être constatées ;

Considérant que, d'après mes renseignements, des rassemblements de ce type pourraient survenir prochainement ;

Sur proposition de Madame la directrice de cabinet du préfet de la Marne ;

ARRETE

Article 1: Tout rassemblement de personnes et de véhicules dont l'objectif est de réaliser des démonstrations de *tuning* et *running* est interdit du 8 septembre 2023 à partir de 15 heures jusqu'au 11 septembre 2023 à 06 heures sur :

- Le secteur de la zone d'activité commerciale de « *Voitrelle* » et de la zone d'activité commerciale du « *Mont Hery* » situées dans la commune de Châlons-en-Champagne ;
- Le secteur de la zone d'activité commerciale « *Mercuria* » située dans la commune de Saint-Memmie ;
- La commune de Courtisols ;
- Le secteur de la zone d'activité commerciale située dans la commune de Pierry ;

- Le secteur de la zone d'activité commerciale « *Croix Blandin* » située dans la commune de Reims ;
- Le secteur de la zone d'activité commerciale de la commune de Cormontreuil ;

Article 2 : Il est rappelé que conformément à l'article R. 610-5 du code pénal, tout contrevenant à « *des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 2<sup>e</sup> classe* », soit un montant de 150 €.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché en mairie de Châlons-en-Champagne, de Saint-Memmie, de Courtisols, de Pierry, de Reims et Cormontreuil.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Article 4 : Madame la Directrice de cabinet, Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Marne et Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Madame la procureure de la République près le Tribunal Judiciaire de Châlons-en-Champagne.

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice de cabinet,

A blue ink signature consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Samira ALOUANE

# Sous Préfectures

**Sous-Préfectures**

**Sous-Préfecture d'Épernay**





# PRÉFET DE LA MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Sous-préfecture d'Épernay

**Arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture de l'enquête publique concernant la création d'une association syndicale autorisée (ASA) pour l'aménagement des coteaux viticoles sur le territoire des communes de BOURSAULT et de VAUCIENNES, et convoquant les intéressés en assemblée générale constitutive**

## LE PREFET DE LA MARNE

*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 à R. 123-27 ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment ses articles L 110-1 et 2 et R 111-1 à R 112-24 ;

**VU** l'ordonnance n°2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment ses articles 11 à 17 ;

**VU** le décret n°2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisée, et notamment ses articles 7 à 16 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 05 juin 2023 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GUENOT, sous-préfète de l'arrondissement d'Épernay ;

**VU** la décision du 10 novembre 2022 par laquelle la commission départementale a arrêté, pour l'année 2023, la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur pour le département de la Marne ;

**VU** la décision du président du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 6 juin 2023 portant désignation du commissaire-enquêteur pour l'enquête publique précitée ;

**VU** le dossier constitué en vue de la création d'une association syndicale autorisée pour l'aménagement des coteaux viticoles sur le territoire des communes de BOURSAULT et de VAUCIENNES ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la sous-préfecture d'Épernay ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : OBJET ET DURÉE DE L'ENQUÊTE**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de création d'une association syndicale autorisée (ASA), ayant pour objet l'exécution et l'entretien sur les coteaux viticoles des communes de BOURSAULT et de VAUCIENNES :

- des travaux d'aménagement des chemins d'exploitation ;
- des travaux de drainage, de captage de sources, de transport et d'évacuation des eaux excédentaires et plus globalement des travaux d'aménagement hydraulique de la voirie des coteaux en vue de leur assainissement ;
- des travaux permettant soit d'améliorer l'infiltration, soit de limiter ou freiner les eaux ruisselées ;
- de certains travaux d'intérêt collectif entraînant une amélioration agricole et environnementale et qui pourraient être jugés utiles par l'ASA ;
- de l'entretien de ces ouvrages ;
- de l'embellissement de ces ouvrages et plus globalement des paysages viticoles.

L'ensemble de ces actions devra prendre en considération les enjeux environnementaux, notamment ceux en lien avec la qualité de la ressource en eau.

Cette enquête se déroulera pendant 21 jours consécutifs du **jeudi 12 octobre 2023 au mercredi 1er novembre 2023 inclus**.

Par décision motivée, le commissaire-enquêteur peut, après information du préfet de la Marne, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation d'enquête.

Sa décision doit être notifiée au préfet de la Marne. Elle est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans la commune concernée ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

### **Article 2 : PUBLICITÉ ET AFFICHAGE**

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, un avis au public sera affiché, par les soins des maires, dans les communes de BOURSAULT et de VAUCIENNES, tant aux portes principales des mairies qu'à tout endroit habituellement fréquenté.

L'accomplissement de cet affichage est certifié par les maires précités.

Cet avis, qui doit être publié en caractères apparents, précisera notamment :

- l'identité du responsable de projet ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
- l'objet de l'enquête ;
- l'emplacement du projet ;
- les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique ainsi que ses modalités ;
- le nom et la qualité du commissaire-enquêteur ;
- le ou les lieux, ainsi que les jours et horaires, où le dossier pourra être consulté sur support papier et le registre accessible au public ;

- le ou les lieux, ainsi que les jours et horaires, où le commissaire-enquêteur recevra les observations des intéressés ;
- le ou les lieux et les horaires où le dossier pourra être consulté sur un poste informatique ;
- les adresses postale et électronique où le public pourra transmettre ses observations et propositions pendant le délai d'enquête ;
- le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
- que la décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est un arrêté de création de l'association syndicale autorisée.

L'avis rappelle que le dossier contient la présentation du projet, le plan parcellaire et le projet de statuts de l'ASA de BOURSAULT.

L'enquête sera annoncée huit jours au moins avant son ouverture et rappelée dans les huit premiers jours qui suivent son ouverture, par les soins du préfet de la Marne et au frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

En outre, l'avis sera publié sur le site internet de la préfecture de la Marne ([www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr)).

### **Article 3 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

M. Edoire SYGUT, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, ainsi M. Christian TREVET, officier préventionniste de sapeurs-pompiers professionnels à la retraite, en tant que suppléant.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-4 du code de l'environnement, en cas d'empêchement d'un commissaire-enquêteur, le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire-enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête. Le public est informé de ces décisions.

### **Article 4 : CONSULTATION DU DOSSIER ET PERMANENCES**

Le dossier soumis à enquête publique en vue de la création de l'ASA comprend les documents suivants :

- le projet de statuts de l'association, accompagné du plan indiquant le périmètre de l'ASA et de la liste des terrains concernés ;
- la matrice cadastrale ;
- l'avant-projet comprenant les études préalables, à savoir le schéma général hydraulique et l'étude parcellaire.

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête aux heures d'ouverture de la mairie de BOURSAULT, place d'Essenheim à savoir :

- les lundis de 10h00 à 12h00 et de 16h00 à 17h30 ;
- les jeudis de 10h00 à 12h00.

et à la Mairie de VAUCIENNES, 2, rue de la liberté à savoir :

- les lundis de 11h00 à 12h00 et de 16h00 à 18h00 ;
- les mercredis de 09h00 à 12h00.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier soumis à enquête publique sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture ([www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr)). Un accès internet gratuit au dossier sera également garanti par la mise à disposition d'un poste informatique à l'accueil

de la sous-préfecture d'Épernay, sur prise de rendez-vous, en appelant le standard au 03-51-37-64-30, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00.

Le commissaire-enquêteur tiendra 3 permanences aux jours, heures et lieux suivants :

JOURS	HEURES	LIEU
Jeudi 2 novembre 2023	14h00-16h00	Mairie de BOURSAULT Place d'Hessenheim 51480 BOURSAULT
Vendredi 3 novembre 2023	16h00-18h00	Mairie de VAUCIENNES 2, rue de la liberté 51480 VAUCIENNES
Samedi 4 novembre 2023	10h00-12h00	Mairie de BOURSAULT Place d'Hessenheim 51480 BOURSAULT

Il y recevra les déclarations des intéressés sur l'utilité des travaux et le projet de création de l'association syndicale autorisée.

#### **Article 5 : ORGANISATION DE LA CONSULTATION DES PROPRIÉTAIRES**

Indépendamment de ces publications, et au plus tard dans les cinq jours suivant l'ouverture de l'enquête, notification écrite du dépôt des pièces, de la date, de l'heure et du lieu de la convocation de l'assemblée générale des intéressés est faite par la commune à chacun des propriétaires, ou présumés tels, dont les terrains sont susceptibles d'être inclus dans le périmètre de l'association.

En vertu de l'article 9 du décret du 3 mai 2006 susvisé, les propriétaires intéressés sont identifiés sur la base des informations figurant sur le cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le conservateur des hypothèques au vu du fichier immobilier.

À défaut d'information sur le propriétaire, la notification est faite à son locataire, et, à défaut de locataire, déposée en mairie.

En cas d'indivision, la notification est valablement faite à celui ou ceux des co-indivisaires mentionnés sur le cadastre, sauf à ces derniers à faire savoir qu'ils mandatent tel autre d'entre eux pour les représenter.

Il est gardé original de chaque notification. La réception de la notification sera constatée par un émargement de l'intéressé ou de son représentant.

Chaque notification est accompagnée du projet de statuts et d'un formulaire d'adhésion ou de refus d'adhésion à l'ASA.

Le bulletin d'adhésion ou de refus d'adhésion invite les propriétaires à déclarer s'ils souhaitent ou non adhérer à l'association projetée. En outre, il reproduit l'article 15 du présent arrêté concernant les conséquences des abstentions. L'original de chaque formulaire est à retourner, dûment signé par les propriétaires concernés, à la mairie de BOURSAULT, à l'attention de M. Bruno DE VILLEPIN, président de l'assemblée générale constitutive. Ce dernier conservera ces bulletins par-devers lui pour prise en compte lors de l'assemblée générale constitutive.

## **Article 6 : OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS DU PUBLIC**

Pendant la durée de l'enquête, un registre d'enquête à feuillets non-mobiles, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, sera tenu à disposition du public en mairie de BOURSAULT pour y recevoir ses observations.

Le public pourra également les adresser au commissaire-enquêteur, par lettre, en mairie de BOURSAULT, siège de l'enquête. Elles y seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais. Ces observations devront être consignées, reçues ou notifiées avant la fin de l'enquête.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations par voie électronique à l'adresse mail suivante : [sp-epernay-pole-asp@marne.gouv.fr](mailto:sp-epernay-pole-asp@marne.gouv.fr), en indiquant impérativement dans l'objet du mail « enquête publique – observations – ASA de BOURSAULT ». Elles seront transmises au commissaire-enquêteur, qui les tiendra à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

Les observations écrites ou orales du public sont également reçues par le commissaire-enquêteur aux lieux, jours et heures mentionnés à l'article 4 du présent arrêté.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

## **Article 7 : COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public, le commissaire-enquêteur en fait la demande au responsable du projet. Cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

## **Article 8 : VISITE DES LIEUX**

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire-enquêteur en informe, au moins 48 heures à l'avance, les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire-enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

## **Article 9 : AUDITION DE PERSONNES**

Le commissaire-enquêteur peut auditionner toute personne qui en fait la demande ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire-enquêteur dans son rapport.

## **Article 10 : RÉUNION D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC**

S'il estime que la nature, l'importance du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire-enquêteur en informe le préfet de la Marne ainsi

que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le commissaire-enquêteur définit, en concertation avec le préfet de la Marne et le responsable du projet, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte-rendu est établi par le commissaire-enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet ainsi qu'au préfet de la Marne. Ce compte-rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet sont annexés au rapport de fin d'enquête.

Aux fins d'établissement de ce compte-rendu, le commissaire-enquêteur peut procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doivent être clairement notifiés aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis au préfet de la Marne par le commissaire-enquêteur, exclusivement sous sa responsabilité, avec son rapport de fin d'enquête. Les frais afférents à l'organisation de la réunion sont à la charge du responsable du projet.

#### **Article 11 : RAPPORTS ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR**

À l'issue de l'enquête, le commissaire-enquêteur clôt et signe le registre d'enquête publique. Il rencontre dans la huitaine le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet a quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire-enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier soumis à enquête publique, les originaux des notifications individuelles, les bulletins d'adhésion ou de refus d'adhésion reçus en mairie à la date d'expiration de l'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire-enquêteur consigne dans des documents séparés ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmet l'exemplaire du dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées, ainsi que son rapport et ses conclusions motivées, au préfet de la Marne, sous-préfecture d'Épernay, Pôle départemental des associations syndicales de propriétaires, 5, rue Eugène Mercier, 51200 ÉPERNAY. Une copie du rapport et des conclusions est transmise simultanément au président du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

À réception des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, si l'autorité compétente pour organiser l'enquête constate une insuffisance ou un défaut de motivation de celles-ci susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, elle adresse, dans un délai de quinze jours, une lettre d'observation au président du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE pour demander au commissaire-enquêteur de compléter ses conclusions.

Toute personne concernée pourra demander communication, à ses frais, du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur auprès de la sous-préfecture d'Épernay (Pôle départemental des associations syndicales de propriétaires) ou de la mairie de BOURSAULT pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces éléments sont rendus publics sur le site internet de la préfecture de la Marne ([www.marne.gouv.fr](http://www.marne.gouv.fr)) pendant un an.

#### **Article 12 : ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE ET SUSPENSION D'ENQUÊTE**

Pendant l'enquête publique, si le responsable du projet estime nécessaire d'apporter à son projet des modifications substantielles, le préfet de la Marne peut, après avoir entendu le commissaire-enquêteur, suspendre l'enquête publique pendant une période maximale de six mois. Cette possibilité ne peut être utilisée qu'une seule fois.

À l'expiration du délai fixé, et après que le public a été informé des modifications apportées dans les mêmes conditions que pour son ouverture, l'enquête sera prolongée pour une durée d'au moins trente jours.

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, le responsable du projet peut, s'il estime souhaitable d'apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale, demander au préfet de la Marne d'ouvrir une enquête complémentaire d'une durée maximale de quinze jours portant sur les avantages et les inconvénients des modifications pour le projet et l'environnement. L'enquête complémentaire est ouverte dans les mêmes conditions que l'enquête initiale. Le point de départ du délai pour prendre la décision après la clôture de l'enquête publique est alors reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

#### **Article 13 : CONVOCATION DES PROPRIÉTAIRES**

Sont convoqués en assemblée générale constitutive le **vendredi 8 décembre 2023 à 18h00** à la salle des fêtes de BOURSAULT (51480), tous les propriétaires compris dans le périmètre concerné par les travaux d'aménagement des coteaux viticoles, en vue de délibérer sur le projet de création de l'ASA.

#### **Article 14 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE**

M. Bruno VILLEPIN est nommé président de l'assemblée générale constitutive.

*À la fin de l'enquête publique, afin de lui permettre d'organiser l'assemblée générale constitutive des propriétaires concernés, la sous-préfecture d'Épernay adressera à M. VILLEPIN les documents suivants :*

- *le dossier soumis à enquête publique en vue de la création de l'ASA ;*
- *le registre d'enquête ;*
- *le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur.*

#### **Article 15 : AVIS DES PROPRIÉTAIRES**

Les propriétaires intéressés qui n'auraient pas formulé leur opposition par écrit au projet de création de l'ASA avant la réunion de l'assemblée générale constitutive, ou par un vote au cours de cette assemblée, seront réputés favorables à la création de l'ASA, conformément à l'article 13 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisée.

#### **Article 16 : PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE**

A l'issue de la réunion, un procès-verbal constate, conformément à l'article 12 du décret du 3 mai 2006 susvisé :

- le nombre de propriétaires convoqués et celui des présents ;
- le vote nominal de chaque intéressé ;
- les adhésions et les refus d'adhésion formulés par écrit avant la réunion ;
- les noms des propriétaires qui, dûment avisés des conséquences de leur abstention, n'ont pas fait connaître leur opposition par écrit avant cette réunion ou par un vote à cette assemblée ;
- le résultat de la délibération.

Le procès-verbal est signé par le président de l'assemblée générale constitutive.

La réception de la notification est constatée par un émargement de l'intéressé ou de son représentant.

Les adhésions et les refus d'adhésion formulés par écrit avant l'assemblée générale constitutive seront également constatés et annexés au procès-verbal, qui sera accompagné de la feuille de présence.

#### **Article 17 : TRANSMISSION DU PROCÈS-VERBAL**

Après la clôture de l'assemblée générale constitutive, le procès-verbal sera transmis à la sous-préfecture d'Épernay (Pôle départemental des associations syndicales de propriétaires), accompagné de toutes les pièces annexées par les soins du président.

#### **Article 18 : INFORMATION ET DECISION**

Le préfet de la Marne est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande susvisée, qui peut être un arrêté portant création de l'association syndicale autorisée ou un arrêté de non-constitution si les conditions de majorité fixées par l'article 14 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 susvisée ne sont pas remplies.

Des informations peuvent être demandées auprès de Mme Thérèse LEBRUN DAVID, maire de BOURSAULT et porteur de la demande.

#### **Article 19 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Parallèlement, dès l'ouverture de l'enquête publique, les conseils municipaux de BOURSAULT et de VAUCIENNES sont appelés à émettre un avis sur le projet de création de l'ASA sur le territoire des communes. Toutefois, ne pourra être pris en considération que l'avis exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture des registres d'enquête.

#### **Article 20 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

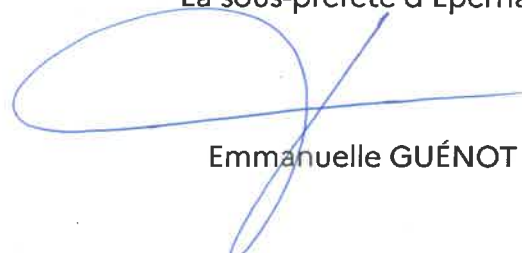
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, auprès du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE (51000), sis au 25, rue du lycée, ou par le biais de l'application télécours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Le recours n'a pas d'effet suspensif sur la décision.

#### **Article 21 : EXÉCUTION**

La sous-préfète d'Épernay, les maires de BOURSAULT et de VAUCIENNES, le président de l'assemblée générale constitutive et le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au président du tribunal administratif, au directeur départemental des territoires et au président de la chambre d'agriculture.

Épernay, le 19 juin 2023

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète d'Épernay

A blue ink signature of Emmanuelle Guénot, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Emmanuelle GUÉNOT



# Services déconcentrés

## **Services déconcentrés**

**DDT**



**Arrêté n°SRER\_PRR\_2023\_250\_01**

Arrêté portant réglementation temporaire de la circulation afin de permettre le franchissement à contre sens de la bretelle d'entrée du diffuseur n° 25 de St Etienne au Temple vers la D977 par des transports exceptionnels.

Le Préfet du département de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

**Vu** le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau national ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et des départements ;

**Vu** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral n°2007-359 du 19 mars 2007 pris en application de l'article 7 du décret n°2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral permanent du 4 septembre 2019 portant règlement d'exploitation sur les autoroutes A4, A26, A34 et A344 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire (livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 ;

**Vu** la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national relative à l'exploitation sous chantier ;

**Vu** la circulaire du ministre de la transition écologique en date du 19 janvier 2023 et fixant le calendrier des jours "hors chantiers" pour l'année 2023 ;

**Vu** l'arrêté interministériel, nommant, à compter du 2 janvier 2023, Monsieur Sylvestre Delcambre, directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral « DS 2023-001 » du 2 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Sylvestre Delcambre, directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'article 1 de l'arrêté du 8 juin 2023 portant délégation de signature de Monsieur Sylvestre Delcambre, directeur départemental des territoires de la Marne, à Madame Carole Carbonnier, responsable du service risques et éducation routière de la direction départementale des territoires de la Marne, en cas d'absence ou d'empêchement ;

**Vu** la demande du 28 août 2023 et le dossier d'exploitation sous chantier établi par la société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) ;

**Vu** l'avis favorable de M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne en date du 31 août 2023 ;

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers, ainsi que celle des agents des entreprises chargées des travaux, il convient de réglementer la circulation et le stationnement au droit de l'emprise du chantier ;

Sur proposition de Madame la responsable du service risques et éducation routière de la direction départementale des territoires de la Marne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

Par dérogation à l'article n° 10 de l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 4 septembre 2019 pour le département de la Marne, le franchissement à contre sens de la bretelle d'entrée du diffuseur n°25 de St Etienne au Temple, situé au PR 179+600 de l'autoroute A4, vers D977 par des transports exceptionnels, pendant la période comprise entre le 28 août et le 29 décembre 2023.

#### **Dérogation à l'article n° 10**

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 2**

**Le transporteur doit informer les forces de l'ordre de son passage au minimum 48h à l'avance.**

Le franchissement à contre sens de la bretelle d'entrée du diffuseur n°25 de St Etienne au Temple, situé au PR 179+600 de l'autoroute A4, vers D977 par des transports exceptionnels nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

#### **Planning prévisionnel :**

de nuit entre 20h00 et 06h00 pendant la période comprise entre le 28 août et le 29 décembre 2023 à l'exception des jours fériés et des jours hors chantier.

### **Mesures d'exploitation :**

Escorte et protection bouchon par les équipes Sanef pendant la réalisation de microcoupures dans la bretelle d'entrée vers la D977 du diffuseur de St Etienne au Temple par les Forces de l'Ordre et le prestataire de convoyage.

Lorsque les fermetures des bretelles seront effectives, le convoi empruntera la bretelle d'entrée à contre sens.

### **ARTICLE 3**

#### **Aléas de chantier**

Les dates de travaux et le phasage sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés, en fonction des intempéries et des éventuels aléas de chantier.

### **ARTICLE 4**

#### **Information des clients**

*En section courante* : des messages d'information seront diffusés sur la radio 107.7 FM et affichés sur les panneaux à messages variables (PMV).

#### **Protection mobile**

Les protections mobiles permettront d'assurer les mouvements de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors d'une zone de chantier qui ne serait pas neutralisée. Ils seront réalisés sous protection d'un bouchon mobile.

#### **Bouchon mobile**

Les bouchons mobiles seront formés avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents SANEF, ou uniquement par SANEF en cas d'indisponibilité des forces de l'ordre.

La tête des bouchons mobiles sera matérialisée par un véhicule des forces de l'ordre et un véhicule SANEF ou uniquement par des véhicules SANEF en cas d'indisponibilité des forces de l'ordre.

La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et terre-plein central (TPC) en amont de la zone à réaliser ;
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Les entrées des aires de services ou de repos, et les entrées des diffuseurs ou échangeurs seront momentanément fermées à la circulation.

### **ARTICLE 5**

La signalisation verticale sera mise en place et entretenue par les services du centre d'entretien SANEF.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992.

La signalisation permanente ne devra pas être contradictoire avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

## ARTICLE 6

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

## ARTICLE 7

Le peloton autoroutier de gendarmerie, le responsable gestion de crise de la direction départementale des territoires de la Marne, et le centre d'ingénierie, de sécurité et de gestion du trafic (CISGT) de la direction interdépartementale des routes est seront avertis en temps réel par les services de SANEF en cas d'événement entraînant une gêne importante à la circulation et des mesures prises à cet effet.

## ARTICLE 8

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne ;
- M. le directeur départemental des territoires de la Marne ;
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Marne ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de la Marne ;
- M. le directeur de l'exploitation de la SANEF à Senlis ;
- M. le directeur du réseau SANEF Est.

dont copie sera adressée à :

- M. le sous-directeur de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé ;
- M. le directeur interdépartemental des routes est (DIREst) ;
- M. le directeur des services du conseil départemental ;
- M. le commandant de la région militaire de défense nord-est ;
- M. le directeur du service d'aide médicale urgente de la Marne ;
- M. le directeur du service d'incendie et de secours de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **08 SEP. 2023**

Le Préfet de la Marne,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires de la Marne et par délégation,  
La responsable du service risques et éducation routière,



Carole CARBONNIER

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans le même délai.



**Arrêté n°SRER\_PRR\_2023\_250\_03**

Arrêté portant réglementation temporaire de la circulation durant les travaux de réfection des perrés de l'ouvrage d'art PS 129.2 situé au PR 129+200 de l'autoroute A4

Le Préfet du département de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code de la route ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

**Vu** le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau national ;

**Vu** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et des départements ;

**Vu** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral n°2007-359 du 19 mars 2007 pris en application de l'article 7 du décret n°2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral permanent du 4 septembre 2019 portant règlement d'exploitation sur les autoroutes A4, A26, A34 et A344 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire (livre I - huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 ;

**Vu** la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national relative à l'exploitation sous chantier ;

**Vu** la circulaire du ministre de la transition écologique en date du 19 janvier 2023 et fixant le calendrier des jours "hors chantiers" pour l'année 2023 ;

**Vu** l'arrêté interministériel, nommant, à compter du 2 janvier 2023, Monsieur Sylvestre Delcambre, directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral « DS 2023-001 » du 2 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Sylvestre Delcambre, directeur départemental des territoires de la Marne ;

**Vu** l'article 1 de l'arrêté du 8 juin 2023 portant délégation de signature de Monsieur Sylvestre Delcambre, directeur départemental des territoires de la Marne, à Madame Carole Carbonnier, responsable du service risques et éducation routière de la direction départementale des territoires de la Marne, en cas d'absence ou d'empêchement ;

**Vu** la demande du 17 août 2023 et le dossier d'exploitation sous chantier établi par la société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) ;

**Vu** l'avis favorable de M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne en date du 5 septembre 2023 ;

**Considérant** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers, ainsi que celle des agents des entreprises chargées des travaux, il convient de réglementer la circulation et le stationnement au droit de l'emprise du chantier ;

Sur proposition de Madame la responsable du service risques et éducation routière de la direction départementale des territoires de la Marne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

Par dérogation aux articles n° 4, 5, et 10 de l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 04 septembre 2019 pour le département de la Marne, les travaux de réfection des perrés de l'ouvrage d'art PS 129.2 situé au PR 129+200 de l'autoroute A4 seront autorisés durant la période comprise entre le 25 septembre et le 03 novembre 2023.

#### **Dérogation à l'article n° 4**

Les balisages de chantier resteront en place jour et nuit pendant la durée du chantier, y compris les jours non ouvrés et les jours dits hors chantiers.

#### **Dérogation à l'article n° 5**

Le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation pourra dépasser 1200 véhicules/heure en section courante.

#### **Dérogation à l'article n° 10**

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 2**

Les travaux de réfection des perrés de l'ouvrage d'art PS 129.2 situé au PR 129+200 de l'autoroute A4 nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

**Date** : du 25 septembre au 03 novembre 2023

**Localisation des travaux** : PR 129+200



**Mesures d'exploitation :**

Neutralisation de la voie lente du PR 130+800 au PR 129+000 dans le sens Strasbourg/Paris avec mise en place de séparateurs modulaires de voies (SMV) au droit du chantier. La circulation s'effectuera sur la voie laissée libre, la vitesse sera progressivement limitée à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tous les véhicules.

Neutralisation de la voie lente du PR 127+800 au PR 129+300 dans le sens Paris/Strasbourg avec mise en place de SMV au droit du chantier. La circulation s'effectuera sur la voie laissée libre, la vitesse sera progressivement limitée à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tous les véhicules.

Des bouchons mobiles pourront être réalisés pour la mise en place du balisage ainsi que pour le transfert de certains engins et matériels de chantiers.

**ARTICLE 3****Aléas de chantier**

Les dates de travaux et le phasage sont donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiés, en fonction des intempéries et des éventuels aléas de chantier.

**ARTICLE 4****Information des clients**

*En section courante* : des messages d'information seront diffusés sur la radio 107.7 FM et affichés sur les panneaux à messages variables (PMV).

**Protection mobile**

Les protections mobiles permettront d'assurer les mouvements de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors d'une zone de chantier qui ne serait pas neutralisée. Ils seront réalisés sous protection d'un bouchon mobile.

**Bouchon mobile**

Les bouchons mobiles seront formés avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents SANEF, ou uniquement par SANEF en cas d'indisponibilité des forces de l'ordre.

La tête des bouchons mobiles sera matérialisée par un véhicule des forces de l'ordre et un véhicule SANEF ou uniquement par des véhicules SANEF en cas d'indisponibilité des forces de l'ordre.

La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et terre-plein central (TPC) en amont de la zone à réaliser ;
- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Les entrées des aires de services ou de repos, et les entrées des diffuseurs ou échangeurs seront momentanément fermées à la circulation.

**ARTICLE 5**

La signalisation verticale sera mise en place et entretenue par les services du centre d'entretien SANEF.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992.

La signalisation permanente ne devra pas être contradictoire avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

#### **ARTICLE 6**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 7**

Le peloton autoroutier de gendarmerie, le responsable gestion de crise de la direction départementale des territoires de la Marne, et le centre d'ingénierie, de sécurité et de gestion du trafic (CISGT) de la direction interdépartementale des routes est seront avertis en temps réel par les services de SANEF en cas d'événement entraînant une gêne importante à la circulation et des mesures prises à cet effet.

#### **ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne ;
- M. le directeur départemental des territoires de la Marne ;
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de la Marne ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de la Marne ;
- M. le directeur de l'exploitation de la SANEF à Senlis ;
- M. le directeur du réseau SANEF Est.

dont copie sera adressée à :

- M. le sous-directeur de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé ;
- M. le directeur interdépartemental des routes est (DIREst) ;
- M. le directeur des services du conseil départemental ;
- M. le commandant de la région militaire de défense nord-est ;
- M. le directeur du service d'aide médicale urgente de la Marne ;
- M. le directeur du service d'incendie et de secours de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **08 SEP. 2023**

Le Préfet de la Marne,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des territoires de la Marne et par délégation,  
La responsable du service risques et éducation routière,



Carole CARBONNIER

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans le même délai.

Direction Départementale  
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de  
la Protection des Populations



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP 978338036**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2;

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DDETSPP de la Marne, le 09/08/23 par Mme LAETITIA DESPEZELLE en qualité de dirigeante, pour l'organisme LMD SERVICE dont l'établissement principal est situé 41 Avenue d'Épernay - 51100 REIMS et enregistré sous le N° SAP 978338036 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration en mode prestataire :**

- Garde d'enfants de plus de 3 ans
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans
- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Livraison de course à domicile
- Assistance administrative

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le cas échéant :**

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP de la Marne - Cité administrative Tirlet, service IPEEME, 7 rue de la Charrière, CS 40266 – 51011 Châlons-en-Champagne cedex ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 01/09/2023

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations de la Marne,



Ghislaine LUCOT



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations**

**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP 977651223**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2;

**Constate :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DDETSPP de la Marne, le 01/09/23 par Mme Laetitia GOUAGOUT en qualité de dirigeante, pour l'organisme Laeti'Services dont l'établissement principal est situé 18 bis RUE VALENTINE REGNIER - 51700 BASLIEUX-SOUS-CHATILLON et enregistré sous le N° SAP 977651223 pour les activités suivantes :

**Activités relevant uniquement de la déclaration en mode prestataire :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le cas échéant :**

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP de la Marne - Cité administrative Tirlet, service IPEEME, 7 rue de la Charrière, CS 40266 - 51011 Châlons-en-Champagne cedex ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 04 septembre 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations de la Marne,



Ghislaine LUCOT



**Récépissé de déclaration  
d'un organisme de services à la personne  
enregistré sous le N° SAP 952149631**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2;

**Constata :**

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur de la DDETSPP de la Marne, le 18/07/23 par Mme Nadia CHENNEH en qualité de dirigeante, pour l'organisme LEODEN dont l'établissement principal est situé 9 Rue du Docteur Joseph GELLE - 51000 Châlons-en-Champagne et enregistré sous le N° SAP 952149631 pour l'activité suivante :

**Activités relevant uniquement de la déclaration en mode prestataire :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Le cas échéant :**

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.



De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP de la Marne - Cité administrative Tirlet, service IPEEME, 7 rue de la Charrière, CS 40266 – 51011 Châlons-en-Champagne cedex ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne cedex.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 05 septembre 2023

Pour le préfet et par délégation,  
la directrice départementale de l'emploi, du travail,  
des solidarités et de la protection des populations de la Marne,



Ghislaine LUCOT

**ARRÊTÉ n° 2023-64 portant délégation de signature  
concernant les pouvoirs propres du directeur régional en matière d'inspection du travail en faveur  
de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des  
populations de la Marne**

**Mme Angélique ALBERTI, directrice régionale de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités de la région Grand Est**

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-2 et R.1233-3-4 ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU l'arrêté interministériel du 22 mars 2021 portant nomination de Mme Ghislaine LUCOT sur l'emploi de directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne ;

VU l'arrêté du 11 juillet 2023 portant nomination de Mme Angélique ALBERTI sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Grand Est ;

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>. – Délégation permanente, à l'effet de signer, au nom de Mme Angélique ALBERTI, directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est, les actes et décisions ci-dessous mentionnés est donnée à Mme Ghislaine LUCOT, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne :

## CODE DU TRAVAIL

### PARTIE 1 – LES RELATIONS INDIVIDUELLES DE TRAVAIL

<b>PLAN POUR L'EGALITE PROFESSIONNELLE</b> Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle	L. 1143-3 et D. 1143-6
<b>CONSEILLERS DU SALARIE</b> Préparation de la liste des conseillers du salarié Remboursement des frais des conseillers du salarié et des employeurs	D. 1232-4 D. 1232-7 à 10
<b>RUPTURE CONVENTIONNELLE</b> Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail	L. 1237-14 et R. 1237-3
<b>GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</b> Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs	L. 1253-17 et D. 1253-7 à 11
Décision d'agrément ou de refus d'agrément du GE	R. 1253-22 à R. 1253-25
Demande en vue de choisir une autre convention collective	R. 1253-22 et R. 1253-26
Décision de retrait d'agrément à un groupement d'employeurs	R. 1253-27 à R.1253-29
Procédure contradictoire préalable aux décisions de suspension ou d'interdiction des prestations de services	L. 1263-4, L. 1263-4-1 et L. 1263-4-2

### PARTIE 2 – LES RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

<b>BUDGET DES ORGANISATIONS SYNDICALES</b> Anonymisation des mentions permettant l'identification des membres	D 2135-8
Décision autorisant la suppression du mandat de délégué syndical	L. 2143-11 et R. 2143-6
Décision autorisant la suppression du mandat de représentant de la section syndicale	L. 2142-1-2 et L. 2143-11
<b>ACCORDS COLLECTIFS ET PLANS D'ACTION</b> Délivrance du récépissé de dépôt des conventions de branche et des accords professionnels ou interprofessionnels	D. 2231-7
Délivrance du récépissé de dépôt d'une déclaration d'adhésion ou de dénonciation	D. 2231-8
Dépôt de l'accord en matière de droit d'expression des salariés	L. 2281-8
Procédure de rescrit (ou réponse établissant la conformité de l'accord ou du plan d'action) en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	R. 2242-9 à 11
Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts du CSE	L. 2313-5 et R2313-2
Décision fixant le nombre et le périmètre des établissements distincts du CSE au niveau de l'UES	L. 2313-8 et R2313-5
Décision fixant la répartition du personnel et des sièges entre les collègues électoraux pour l'élection du CSE	L. 2314-13 et R. 2314-3
Décision de répartition des sièges entre établissements et collèges électoraux	L. 2316-8
Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux	L. 2333-4 et R2332-1
Décision de remplacement d'un représentant au comité de groupe ayant cessé ses fonctions	L. 2333-6
Désignation du suppléant du responsable de la direction départementale siégeant aux observatoires d'analyse et d'appui au dialogue social	L. 2234-1 et R. 2234-1
Décision relative à la liste des organisations syndicales pouvant désigner des membres au sein des observatoires départementaux d'analyse et d'appui du dialogue social	L. 2234-5 et R. 2234-2
Décision autorisant la suppression du comité d'entreprise européen	L. 2345-1 et R. 2345-1

### PARTIE 3 – DUREE DU TRAVAIL ET SALAIRE

Décision autorisant ou refusant une dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail	L. 3121-21 et R. 3121-8 à R. 3121-10
Décision autorisant ou refusant une dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail	L. 3121-25 et R. 3121-11
Décision acceptant ou refusant la suspension de la faculté de récupération des heures perdues en cas de chômage prolongé dans une profession	R. 3121-32

Dérogation à la durée moyenne hebdomadaire maximale si l'entreprise ne relève pas d'un secteur bénéficiant d'une autorisation accordée par le ministre ou le DREETS	R. 3121-16
<b>ACCORD D'INTERESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS D'ÉPARGNE RETRAITE COLLECTIF</b> Accusé réception	L. 3313-3, L. 3323-4, D. 3345-5
<b>ACCORD D'INTERESSEMENT</b> Demande de modification de dispositions contraires aux dispositions légales	L. 3313-3
<b>ACCORD D'INTERESSEMENT, DE PARTICIPATION, PLAN D'ÉPARGNE SALARIALE</b> Demande de modification ou de retrait de dispositions contraires aux dispositions légales dans un accord d'intéressement, de participation ou d'un règlement d'épargne salariale	L. 3345-4
<b>PARTIE 4 – SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL</b>	
<b>CDD-INTERIMAIRES – TRAVAUX DANGEREUX</b> Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1	L. 4154-1, L. 1251-10, D. 4154-3 D. 1242-5 et D. 1251-2
Décision d'approbation des études de sécurité concernant les installations pyrotechniques	R. 4462-30
<b>CHANTIERS DE DEPOLLUTION PYROTECHNIQUE</b> Approbation de l'étude de sécurité	Article 8 du décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique
<b>COMITE INTERENTREPRISES DE SANTE ET DE SECURITE AU TRAVAIL (ICPE – PPRT)</b> Présidence du CISST	R. 4524-7
<b>CHANTIERS VRD</b> Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail	R. 4533-6 et R. 4533-7
<b>MISE EN DEMEURE DU DIRECTEUR REGIONAL</b> Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L.4121-1 à L.4121-5, L.4522-1 et L.4221-1 du code du travail	L. 4721-1
Décision de suspendre le contrat de travail ou la convention de stage en cas de constat de risque sérieux d'atteinte à la santé, à la sécurité ou à l'intégrité physique ou morale du jeune	L. 4733-8 et R. 4733-12
Décision accordant ou refusant la reprise de l'exécution du contrat de travail ou de la convention de stage et interdiction à l'embauche de recruter ou d'accueillir de nouveaux jeunes travailleurs ou stagiaires	L. 4733-9 et L. 4733-10
Décision mettant fin à l'interdiction de recruter ou d'accueillir de nouveaux jeunes âgés de moins de dix-huit ans, travailleurs ou stagiaires	R. 4733-13 et 14
<b>ACCIDENT DU TRAVAIL-PLAN DE REALISATION DE MESURES DE SECURITE</b> Avis sur le plan	L. 4741-11
<b>PARTIE 6 – LA FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE</b>	
Décision de suspension de l'exécution du contrat d'apprentissage.	L. 6225-4 et R. 6225-9
Décision de reprise ou refusant la reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage.	L. 6225-5
Décision d'interdiction faite à l'employeur de recruter de nouveaux apprentis et des jeunes titulaires d'un contrat d'insertion en alternance	L. 6225-6
Décision mettant fin à l'interdiction faite à l'employeur de recruter des apprentis des jeunes titulaires d'un contrat d'insertion alternance	R. 6225-10 et 11

PARTIE 8 – CONTROLE DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL	
<b>TRANSACTION PENALE</b> Etablissement de la proposition de transaction et communication à l'auteur de l'infraction	L. 8114-4 à L. 8114-8
Transmission au Procureur de la République, pour homologation, de la proposition de transaction acceptée Notification de la décision d'homologation pour exécution	L. 8114-6 et R. 8114-3 à 8114-6
Procédure de rescrit en matière de carte BTP	L. 8291-3 et R. 8291-1-1
<b>CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME</b>	
<b>DUREE DU TRAVAIL</b> Dérogação aux durées maximales hebdomadaires de travail (demandes collectives et individuelles)	L. 713-13 et R. 713-11 à 14
<b>CODE DES TRANSPORTS</b>	
<b>DUREE DU TRAVAIL</b> En cas de circonstances exceptionnelles dérogação à la durée maximale hebdomadaire moyenne	Art. 5 du décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain voyageurs

**Article 2** - En application de l'article R. 8122-2 du code du travail, Mme Ghislaine LUCOT est autorisée à subdéléguer sa signature à un directeur du travail, un directeur adjoint du travail ou un responsable d'unité de contrôle placé sous son autorité, sur l'ensemble des actes visés dans le présent arrêté.

**Article 3** - En application de l'article R. 8122-2 du code du travail, Mme Ghislaine LUCOT est autorisée à subdéléguer sa signature à un membre de l'inspection du travail dans les matières suivantes :

<b>ACCORDS COLLECTIFS ET PLANS D'ACTION</b> Délivrance du récépissé de dépôt des conventions de branche et des accords professionnels ou interprofessionnels	D. 2231-7
Délivrance du récépissé de dépôt d'une déclaration d'adhésion ou de dénonciation	D. 2231-8

**Article 4** – L'arrêté n° 2023-35 du 1<sup>er</sup> juillet 2023 portant délégation de signature concernant les pouvoirs propres du directeur régional en matière d'inspection du travail en faveur de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne est abrogé.

**Article 5** – La directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Grand Est, le responsable du pôle politique du travail et la directrice départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Fait à Strasbourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2023

La directrice régionale



Angélique ALBERTI

# Divers

**Divers**

**Direction Départementale des Finances  
Publiques de la Marne**



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA MARNE**

12 rue Sainte Marguerite  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE

**Décision de délégations spéciales de signature pour la division Budget Immobilier Logistique  
et du Domaine**

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Marne,

Vu le décret n° 2014-1564 du 22 décembre 2014 modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2009 portant création de la direction régionale de Champagne-Ardenne et du département de la Marne ;

Vu le décret du 19 juin 2023 portant nomination de M. Bruno SOULIÉ administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de la Marne ;

Vu l'article 18 du décret 2015-1689 du 17 décembre 2015 modifié portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État ;

**Décide :**

**Article 1 :** Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

- **M. Sylvain ROQUIER** administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division budget, immobilier, logistique, domaine.
- **M. Marc CHEVRIER** inspecteur des finances publiques, adjoint au responsable de la division budget, immobilier, logistique, domaine.
- **Mme Anne MICOULAUT** inspectrice des finances publiques, adjointe au responsable de la division budget, immobilier, logistique, domaine.



## Budget, Immobilier, Logistique :

Reçoivent délégation dans le cadre des attributions de leurs services pour signer les bordereaux de transmission, demandes de renseignements, accusés de réception, transmissions de documents, attestations et déclarations relatives au secteur budget, immobilier et logistique.

Reçoivent également délégation pour signer seuls, dans le cadre de leurs attributions, et dans la limite de 100 000 € HT les bons de commande, devis, contrats de maintenance et d'entretien, et documents de certification du service fait. Et sans limite de montants en cas d'absence de **M. Sylvain ROQUIER** (responsable de division).

Et plus généralement les pouvoirs nécessaires pour signer les pièces et documents relatifs aux attributions de leur service :

- **Mme Anne MICOULAUT** inspectrice des finances publiques, responsable du service immobilier-logistique
- **M. Marc CHEVRIER** inspecteur des finances publiques, responsable du service budget.

Reçoivent subdélégation de signature pour exercer ceux délégués spécialement à leur chef de service, à la condition de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans toutefois que le non-empêchement soit opposable aux tiers ;

Reçoivent également délégation pour signer seuls, dans le cadre de leurs attributions, les bordereaux de transmission, demandes de renseignements, accusés de réception, attestations, déclarations de recettes ou de dépôts, récépissés et reçus divers, certificats de paiement, certifications de non-opposition, certificats de cessation de paiement, lettres d'envoi et autres documents ordinaires concernant le service.

- **Mme Évelyne DRAN-PEETERS** contrôleuse des finances publiques, service budget
- **Mme Catherine ISAMBERT** contrôleuse des finances publiques, service budget
- **Mme Laurence LEGRAND**, contrôleuse des finances publiques, service immobilier-logistique
- **Mme Justine PARADIS, contractuelle**, service immobilier-logistique

### Reçoivent délégation pour enregistrer dans CHORUS FORMULAIRE,

- les engagements de dépenses relevant du budget de fonctionnement et d'investissement (formalisée par les personnels délégataires à cet effet), quel que soit le montant de ces dépenses ;

- la certification du service fait (formalisée par les personnels délégataires à cet effet), quel que soit le montant de la dépense concernée ;

- la transmission, via le portail Chorus Formulaire, de toute pièce justificative, dans le cadre de la dématérialisation native et duplicative, cette transmission valant ordre de payer.

- **M. Marc CHEVRIER** inspecteur des finances publiques, responsable du service budget
- **Mme Évelyne DRAN-PEETERS** contrôleuse des finances publiques, service budget
- **Mme Catherine ISAMBERT** contrôleuse des finances publiques, service budget
- **Mme Laurence LEGRAND**, contrôleuse des finances publiques, service immobilier-logistique
- **Mme Justine PARADIS, contractuelle**, service immobilier-logistique

### Reçoivent délégation pour enregistrer dans CHORUS CŒUR,

-la priorisation des crédits et les affectations sur tranche fonctionnelle

- **M. Sylvain ROQUIER** administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division budget, immobilier, logistique, domaine,
- **M. Marc CHEVRIER** inspecteur des finances publiques, responsable du service budget
- **Mme Évelyne DRAN-PEETERS** contrôleuse des finances publiques, service budget
- **Mme Catherine ISAMBERT** contrôleuse des finances publiques, service budget
- **Mme Laurence LEGRAND**, contrôleuse des finances publiques, service immobilier-logistique

**Cité administrative Tirlet**

Reçoit délégation pour :

- la signature de la certification de service fait sur les factures relatives au fonctionnement courant de la cité administrative Tirlet de Châlons-en-Champagne
- enregistrer dans CHORUS les demandes d'achat
  - **Mme Marie-Lise LEROUX** contrôleuse des finances publiques
  - **M. Marc CHEVRIER** inspecteur des finances publiques, responsable du service budget
  - **Mme Évelyne DRAN-PEETERS** contrôleuse des finances publiques, service budget
  - **Mme Catherine ISAMBERT** contrôleuse des finances publiques, service budget
  - **Mme Laurence LEGRAND**, contrôleuse des finances publiques, service immobilier-logistique
  - **Mme Justine PARADIS**, contractuelle, service immobilier-logistique

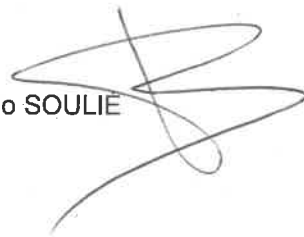
**Article 2 :** La présente décision annule la décision du 28 août 2023 et prendra effet le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

**Article 3 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Marne

Fait à Châlons-en-Champagne, le 5 septembre 2023

L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur départemental des Finances publiques  
de la Marne

Bruno SOULIE



**Divers**

**Direction Régionale des  
douanes de Reims**



Décision 2023/4 du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

**Annexe I à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

<b>Nom/prénom</b>	<b>Décharge</b>	<b>Recouvrement</b>	<b>Rejet</b>	<b>Restitution</b>	<b>Réduction</b>
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité

**Annexe II à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	200000
<b>FAYE Helene</b>	0	0	0	0	30000
<b>CAMPOS Jesus</b>	0	0	0	0	18000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	0	0	0	0	18000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	200000
<b>CARTERET Pierre</b>	0	0	0	0	30000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	0	0	0	0	9000
<b>CARON Richard</b>	0	0	0	0	9000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	0	0	0	0	9000
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	0	0	0	0	9000
<b>DUHOUX Nicolas</b>	0	0	0	0	9000
<b>FABRE Charlotte</b>	0	0	0	0	9000
<b>HARDY Antoine</b>	0	0	0	0	9000
<b>JEANNESSON Christine</b>	0	0	0	0	9000
<b>MARY Julien</b>	0	0	0	0	18000
<b>MIETTE Eugenie</b>	0	0	0	0	9000
<b>PURAVET Mickael</b>	0	0	0	0	18000
<b>REYMANN Sylvain</b>	0	0	0	0	9000
<b>BERNARD Johan</b>	0	0	0	0	9000
<b>BLASCO Franck</b>	0	0	0	0	18000
<b>BREMONT Aurelien</b>	0	0	0	0	9000
<b>GALLET Guylaine</b>	0	0	0	0	9000
<b>GHERBI Farid</b>	0	0	0	0	9000
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	0	0	0	0	18000
<b>REMY Stephane</b>	0	0	0	0	9000
<b>ROCOCHE Benoit</b>	0	0	0	0	18000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	0	0	0	0	9000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	0	0	0	0	9000
<b>TOUPIN Florent</b>	0	0	0	0	9000
<b>LAFFONT Marc</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	9000
<b>LOUDIN Johann</b>	0	0	0	0	9000
<b>DUBLOIS Claire</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	30000
<b>JOANNE Xavier</b>	0	0	0	0	30000

<b>BARRA Nicolas</b>	0	0	0	0	9000
<b>BOUAKKAZ Anaëlle</b>	0	0	0	0	9000
<b>CALOT Ludovic</b>	0	0	0	0	9000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	0	0	0	0	18000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	0	0	0	0	9000
<b>CREVEUIL Clement</b>	0	0	0	0	9000
<b>CREVEUIL Edwige</b>	0	0	0	0	9000
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	0	0	0	0	18000
<b>CARON Christophe</b>	0	0	0	0	9000
<b>COHUET Christophe</b>	0	0	0	0	9000
<b>CORNU Steven</b>	0	0	0	0	0
<b>HIROU Benoit</b>	0	0	0	0	9000
<b>PAYS Katia</b>	0	0	0	0	18000
<b>PRODHON Frederic</b>	0	0	0	0	18000
<b>RENAULT Antoine</b>	0	0	0	0	9000
<b>VERNET Hugo</b>	0	0	0	0	9000
<b>JOBIC Marguerite</b>	0	0	0	0	9000
<b>MOLINARO David</b>	0	0	0	0	18000
<b>MOUGENOT Stephane</b>	0	0	0	0	9000
<b>PUYPE Fabrice</b>	0	0	0	0	9000
<b>SAINT PAUL Yann</b>	0	0	0	0	9000
<b>TAILLEFER Alain</b>	0	0	0	0	18000
<b>ALLIZART Jean-Pierre</b>	0	0	0	0	1500
<b>BERTRAND Guillaume</b>	0	0	0	0	3000
<b>COTTIN Olivier</b>	0	0	0	0	3000
<b>DE CHILLOU DE CHURET Denis</b>	0	0	0	0	1500
<b>DEBERNARDI Chrystelle</b>	0	0	0	0	1500
<b>DELGOVE Julien</b>	0	0	0	0	1500
<b>GODARD Elisabeth</b>	0	0	0	0	3000
<b>LABRIET Christelle</b>	0	0	0	0	1500
<b>PULI Daniel</b>	0	0	0	0	1500
<b>PULI Viviane</b>	0	0	0	0	1500
<b>SAINZELLE Stephanie</b>	0	0	0	0	1500
<b>MAIRE Benedicte</b>	0	0	0	0	1500
<b>ROUSSEAU Murielle</b>	0	0	0	0	1500
<b>BOISSET Mathias</b>	0	0	0	0	18000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	0	0	0	0	18000
<b>MOREAUX Franck</b>	0	0	0	0	9000



## Annexe III à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional

### Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

#### **En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
ROBIN Jerome	15000	7500	1500	15000
FAYE Helene	15000	7500	1500	15000
CAMPOS Jesus	15000	7500	1500	15000
VANSTAEVEL Aurore	15000	7500	1500	15000
PEPIN Jean-Luc	15000	7500	1500	15000
CARTERET Pierre	15000	7500	1500	15000
BONTEMPI Fabien	8000	4000	1500	8000
BONTEMS Michael	3250	1500	750	3250
CARON Richard	8000	4000	1500	8000
DEGHETTO Sylvain	8000	4000	1500	8000
DEHAYE Caroline	3250	1500	750	3250
DEMORGNY Aurelien	8000	4000	1500	8000
DRUART Damien	3250	1500	750	3250
DUHOUX Nicolas	8000	4000	1500	8000
DUPUIS Manuel	3250	1500	750	3250
FABRE Charlotte	8000	4000	1500	8000
GUILLIER Lucas	3250	1500	750	3250
HARDY Antoine	8000	4000	1500	8000
JEANNESSON Christine	8000	4000	1500	8000
MARY Julien	15000	7500	1500	15000
MENNESSIER Sebastien	3250	1500	750	3250
MIETTE Eugenie	8000	4000	1500	8000
MORLET Louise	3250	1500	750	3250
OSTER Christophe	3250	1500	750	3250
PANCRATE TOUSSAINT Anaelle	3250	1500	750	3250
PURAVET Mickael	15000	7500	1500	15000
REYMANN Sylvain	8000	4000	1500	8000
ROYNETTE Nicolas	3250	1500	750	3250
SARTELET Sylvain	3250	1500	750	3250
WURSTHORN Maxence	3250	1500	750	3250
ABDOUL KAID Jonathan	3250	1500	750	3250
BERNARD Johan	8000	4000	1500	8000

<b>BLASCO Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	3250	1500	750	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CATRIN Alex</b>	3250	1500	750	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	8000	4000	1500	3250
<b>GHERBI Farid</b>	8000	4000	1500	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	3250	1500	750	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	3250	1500	750	3250
<b>MALEK Amandine</b>	3250	1500	750	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	3250	1500	750	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	3250	1500	750	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	3250	1500	750	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	3250	1500	750	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>REMY Stephane</b>	8000	4000	1500	8000
<b>RIGLET Jennifer</b>	3250	1500	750	3250
<b>ROCOCHE Benoit</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	8000	4000	1500	8000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	15000	7500	1500	15000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	3250	1500	750	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	3250	1500	750	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	8000	4000	1500	8000
<b>VESELY Etienne</b>	3250	1500	750	3250
<b>AMORY Simon</b>	3250	1500	750	3250
<b>ARGOUSE Johan</b>	3250	1500	750	3250
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	3250	1500	750	3250
<b>BERGER Chloe</b>	3250	1500	750	3250
<b>CAUMONT Cedric</b>	3250	1500	750	3250
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	3250	1500	750	3250
<b>DELSART Fabrice</b>	3250	1500	750	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	3250	1500	750	3250
<b>DUPONT Claire</b>	3250	1500	750	3250
<b>HODOT Marjorie</b>	8000	4000	1000	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ODIN Johann</b>	3250	1500	750	3250
<b>SOULIE Sebastien</b>	3250	1500	750	3250
<b>DUBLOIS Claire</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JOANNE Xavier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BARRA Nicolas</b>	8000	4000	1500	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	8000	4000	1500	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	15000	7500	1500	15000

<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	3250	1500	750	3250
<b>CREVEUIL Clement</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CREVEUIL Edwige</b>	8000	4000	1500	8000
<b>FERRY Alexis</b>	3250	1500	750	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	3250	1500	750	3250
<b>GUERARD David</b>	3250	1500	750	3250
<b>NANTIER Remi</b>	3250	1500	750	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	3250	1500	750	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	3250	1500	750	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	3250	1500	750	3250
<b>SO Maely</b>	3250	1500	750	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	3250	1500	750	3250
<b>CARON Christophe</b>	8000	4000	1500	8000
<b>COHUET Christophe</b>	8000	4000	1500	8000
<b>CORNU Steven</b>	8000	4000	1500	8000
<b>DI SOTTO Bertrand</b>	3250	1500	750	3250
<b>GASCHET Mathieu</b>	3250	1500	750	3250
<b>HIROU Benoit</b>	8000	4000	1500	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	3250	1500	750	3250
<b>LEFEVRE Fabrice</b>	3250	1500	750	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	3250	1500	750	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	3250	1500	750	3250
<b>PAYS Katia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRODHON Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	3250	1500	750	3250
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	3250	1500	750	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	8000	4000	1500	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	3250	1500	750	3250
<b>VERNET Hugo</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BEGUE Jerome</b>	3250	1500	750	3250
<b>BOURHY Marine</b>	3250	1500	750	3250
<b>BRENOT Didier</b>	3250	1500	750	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	3250	1500	750	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	8000	4000	1500	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	3250	1500	750	3250
<b>MOLINARO David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	3250	1500	750	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	8000	4000	1500	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	3250	1500	750	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	3250	1500	750	3250

<b>PUYPE Fabrice</b>	8000	4000	1500	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	3250	1500	750	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	3250	1500	750	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	8000	4000	1500	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALLIZART Jean-Pierre</b>	8000	4000	1000	8000
<b>BERTRAND Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>COTTIN Olivier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE CHILLOU DE CHURET Denis</b>	8000	4000	1000	8000
<b>DEBERNARDI Chrystelle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>DEJONGHE Sabine</b>	3250	1500	750	3250
<b>DELGOVE Julien</b>	8000	4000	1000	8000
<b>DUVERGER Armelle</b>	3250	1500	750	3250
<b>GALTIER Julien</b>	3250	1500	750	3250
<b>GODARD Elisabeth</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LABRIET Christelle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>PULI Daniel</b>	8000	4000	1000	8000
<b>PULI Viviane</b>	8000	4000	1000	8000
<b>SAINZELLE Stephanie</b>	8000	4000	1000	8000
<b>VADIN Veronique</b>	3250	1500	750	3250
<b>MAIRE Benedicte</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ROUSSEAU Murielle</b>	8000	4000	1000	8000
<b>SAMATHI Didier</b>	3250	1500	750	3250
<b>TANCRAY Murielle</b>	3250	1500	750	3250
<b>ALBINOLI Laetitia</b>	3250	1500	750	3250
<b>BLOT COSSARD Karine</b>	3250	1500	750	3250
<b>BOISSET Mathias</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MOREAUX Franck</b>	3250	1500	750	3250

## Annexe IV à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional

### Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

#### **Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>FAYE Helene</b>	1500	7500	15000
<b>CAMPOS Jesus</b>	1500	7500	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	1500	7500	15000
<b>CARTERET Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	1500	4000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	1500	3250
<b>CARON Richard</b>	1500	4000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	1500	4000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	1500	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	1500	4000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	1500	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	1500	4000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	1500	3250
<b>FABRE Charlotte</b>	1500	4000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	1500	3250
<b>HARDY Antoine</b>	1500	4000	8000
<b>JEANNESSON Christine</b>	1500	4000	8000
<b>MARY Julien</b>	1500	7500	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	1500	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	1500	4000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	1500	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	1500	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	1500	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	1500	7500	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	1500	4000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	1500	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	1500	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	1500	3250
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	1500	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>BERNARD Johan</b>	1500	4000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	1500	3250

<b>BREMONT Aurelien</b>	1500	4000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	1500	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	1500	4000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	1500	4000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	1500	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	1500	3250
<b>MALEK Amandine</b>	750	1500	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	1500	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	1500	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	1500	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	1500	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	1500	7500	15000
<b>REMY Stephane</b>	1500	4000	8000
<b>RIGLET Jennifer</b>	750	1500	3250
<b>ROCOCHE Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	1500	4000	8000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	1500	4000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	1500	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	1500	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	1500	4000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	1500	3250
<b>DUBLOIS Claire</b>	1500	7500	15000
<b>JOANNE Xavier</b>	1500	7500	15000
<b>BARRA Nicolas</b>	1500	4000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	1500	4000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	1500	4000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	1500	7500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	1500	4000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	1500	4000	8000
<b>CREVEUIL Clement</b>	1500	4000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	1500	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	1500	3250
<b>GUERARD David</b>	750	1500	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	1500	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	1500	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	1500	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	1500	3250
<b>SO Maely</b>	750	1500	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	1500	7500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	1500	3250
<b>CARON Christophe</b>	1500	4000	8000

<b>COHUET Christophe</b>	1500	4000	8000
<b>CORNU Steven</b>	1500	4000	8000
<b>DI SOTTO Bertrand</b>	750	1500	3250
<b>GASCHET Mathieu</b>	750	1500	3250
<b>HIROU Benoit</b>	1500	4000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	1500	3250
<b>LEFEVRE Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	1500	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	1500	3250
<b>PAYS Katia</b>	1500	7500	15000
<b>PRODHON Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	1500	3250
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	1500	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	1500	4000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	1500	3250
<b>VERNET Hugo</b>	1500	4000	8000
<b>BEGUE Jerome</b>	750	1500	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	1500	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	1500	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	1500	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	1500	4000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	1500	3250
<b>MOLINARO David</b>	1500	7500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	1500	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	1500	4000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	1500	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	1500	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	1500	4000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	1500	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	1500	4000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	1500	7500	15000

**Annexe V à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	100000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	20000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	7500	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	7500	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	100000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	20000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	4000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	1500	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	4000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	1500	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	1500	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	1500	3250
<b>FABRE Charlotte</b>	3000	4000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	1500	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	4000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	7500	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	1500	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	4000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	1500	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	1500	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaelle</b>	750	1500	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	7500	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	1500	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	1500	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	1500	3250
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	1500	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	4000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	6000	7500	15000



<b>BOUTET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	1500	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	4000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	4000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	1500	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	1500	3250
<b>MALEK Amandine</b>	750	1500	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	1500	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	1500	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	1500	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	1500	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	7500	15000
<b>REMY Stephane</b>	3000	4000	8000
<b>RIGLET Jennifer</b>	750	1500	3250
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	7500	15000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	3000	4000	8000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	4000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	1500	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	1500	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	4000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	1500	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	1500	3250
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	4000	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	4000	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	4000	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	4000	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Ana Bella</b>	1500	4000	8000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	4000	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	4000	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	7500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	4000	8000
<b>SOULIE Sebastien</b>	1500	4000	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	20000	60000
<b>JOANNE Xavier</b>	11000	20000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaelle</b>	3000	4000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	4000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	7500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	4000	8000

<b>CLERGET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	4000	8000
<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	4000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	1500	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	1500	3250
<b>GUERARD David</b>	750	1500	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	1500	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	1500	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	1500	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	1500	3250
<b>SO Maely</b>	750	1500	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	7500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	1500	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>CORNU Steven</b>	3000	4000	8000
<b>DI SOTTO Bertrand</b>	750	1500	3250
<b>GASCHET Mathieu</b>	750	1500	3250
<b>HIROU Benoit</b>	3000	4000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	1500	3250
<b>LEFEVRE Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	1500	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	1500	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	7500	15000
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	7500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	1500	3250
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	1500	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	1500	3250
<b>VERNET Hugo</b>	3000	4000	8000
<b>BEGUE Jerome</b>	750	1500	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	1500	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	1500	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	1500	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	4000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	1500	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	7500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	1500	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	4000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	1500	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	1500	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	4000	8000

<b>RIGLET Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	1500	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	4000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	7500	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	4000	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	7500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	4000	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>HEGO Marc</b>	1500	4000	8000
<b>PITTOIZET Celine</b>	1500	4000	8000

## Annexe VI à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional

### Liste des agents des douanes recevant délégation de signature

#### **TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	100000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	20000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	7500	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	7500	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	100000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	20000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	4000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	1500	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	4000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	1500	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	1500	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	1500	3250
<b>FABRE Charlotte</b>	3000	4000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	1500	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	4000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	7500	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	1500	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	4000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	1500	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	1500	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaëlle</b>	750	1500	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	7500	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	4000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	1500	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	1500	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	1500	3250
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	1500	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	4000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	6000	7500	15000

<b>BOUTET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	4000	8000
<b>CATRIN Alex</b>	750	1500	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	4000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	4000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	1500	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	1500	3250
<b>MALEK Amandine</b>	750	1500	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	1500	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	1500	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	1500	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	1500	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	7500	15000
<b>REMY Stephane</b>	3000	4000	8000
<b>RIGLET Jennifer</b>	750	1500	3250
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	7500	15000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	3000	4000	8000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	4000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	1500	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	1500	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	4000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	1500	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	1500	3250
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	4000	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	4000	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	4000	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	4000	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	7500	15000
<b>GARCIA Ana Bella</b>	1500	4000	8000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	4000	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	4000	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	7500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	4000	8000
<b>SOULIE Sebastien</b>	1500	4000	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	20000	60000
<b>JOANNE Xavier</b>	11000	20000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	4000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaëlle</b>	3000	4000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	4000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	7500	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	4000	8000

<b>CLERGET Benjamin</b>	750	1500	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	4000	8000
<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	4000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	1500	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	1500	3250
<b>GUERARD David</b>	750	1500	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	1500	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	1500	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	1500	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	1500	3250
<b>SO Maely</b>	750	1500	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	7500	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	1500	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	4000	8000
<b>CORNU Steven</b>	3000	4000	8000
<b>DI SOTTO Bertrand</b>	750	1500	3250
<b>GASCHET Mathieu</b>	750	1500	3250
<b>HIROU Benoit</b>	3000	4000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	1500	3250
<b>LEFEVRE Fabrice</b>	750	1500	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	1500	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	1500	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	7500	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	1500	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	7500	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	1500	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	4000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	1500	3250
<b>VERNET Hugo</b>	3000	4000	8000
<b>BEGUE Jerome</b>	750	1500	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	1500	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	1500	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	1500	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	4000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	1500	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	7500	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	1500	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	4000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	1500	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	1500	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	4000	8000

<b>RIGLET Jonathan</b>	750	1500	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	1500	3250
<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	4000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	7500	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	4000	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	7500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	4000	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>HEGO Marc</b>	1500	4000	8000
<b>PITTOIZET Celine</b>	1500	4000	8000

**Annexe VII à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	3250
<b>FABRE Charlotte</b>	3000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	8000
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaëlle</b>	750	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	3250
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	6000	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	8000



<b>CATRIN Alex</b>	750	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	3250
<b>MALEK Amandine</b>	750	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	15000
<b>REMY Stephane</b>	3000	8000
<b>RIGLET Jennifer</b>	750	3250
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	15000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	3000	8000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	3250
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	15000
<b>GARCIA Ana Bella</b>	1500	8000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	8000
<b>SOULIE Sebastien</b>	1500	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	60000
<b>JOANNE Xavier</b>	11000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaëlle</b>	3000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	8000

<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	3250
<b>GUERARD David</b>	750	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	3250
<b>SO Maely</b>	750	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	8000
<b>CORNU Steven</b>	3000	8000
<b>DI SOTTO Bertrand</b>	750	3250
<b>GASCHET Mathieu</b>	750	3250
<b>HIROU Benoit</b>	3000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	3250
<b>LEFEVRE Fabrice</b>	750	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	3250
<b>VERNET Hugo</b>	3000	8000
<b>BEGUE Jerome</b>	750	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	3250

<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	15000
<b>HEGO Marc</b>	1500	8000
<b>PITTOIZET Celine</b>	1500	8000

**Annexe VIII à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>ROBIN Jerome</b>	250000	250000
<b>FAYE Helene</b>	3000	60000
<b>CAMPOS Jesus</b>	6000	15000
<b>VANSTAEVEL Aurore</b>	6000	15000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	250000	250000
<b>CARTERET Pierre</b>	11000	60000
<b>BONTEMPI Fabien</b>	3000	8000
<b>BONTEMS Michael</b>	750	3250
<b>CARON Richard</b>	3000	8000
<b>DEGHETTO Sylvain</b>	3000	8000
<b>DEHAYE Caroline</b>	750	3250
<b>DEMORGNY Aurelien</b>	3000	8000
<b>DRUART Damien</b>	750	3250
<b>DUHOUX Nicolas</b>	3000	8000
<b>DUPUIS Manuel</b>	750	3250
<b>FABRE Charlotte</b>	3000	8000
<b>GUILLIER Lucas</b>	750	3250
<b>HARDY Antoine</b>	3000	8000
<b>JEANNESSON Christine</b>	3000	8000
<b>MARY Julien</b>	6000	15000
<b>MENNESSIER Sebastien</b>	750	3250
<b>MIETTE Eugenie</b>	3000	8000
<b>MORLET Louise</b>	750	3250
<b>OSTER Christophe</b>	750	3250
<b>PANCRATE TOUSSAINT Anaëlle</b>	750	3250
<b>PURAVET Mickael</b>	6000	15000
<b>REYMANN Sylvain</b>	3000	8000
<b>ROYNETTE Nicolas</b>	750	3250
<b>SARTELET Sylvain</b>	750	3250
<b>THERET Maxime</b>	750	3250
<b>WURSTHORN Maxence</b>	750	3250
<b>ABDOUL KAID Jonathan</b>	750	3250
<b>BERNARD Johan</b>	3000	8000
<b>BLASCO Franck</b>	6000	15000
<b>BOUTET Benjamin</b>	750	3250
<b>BREMONT Aurelien</b>	3000	8000

<b>CATRIN Alex</b>	750	3250
<b>GALLET Guylaine</b>	3000	8000
<b>GHERBI Farid</b>	3000	8000
<b>GOEK Jean-Marc</b>	750	3250
<b>LEPRINCE Mickael</b>	750	3250
<b>MALEK Amandine</b>	750	3250
<b>MARIETTE Bruno</b>	750	3250
<b>PEROTIN Romaric</b>	750	3250
<b>POINDRON Thibaut</b>	750	3250
<b>POUYOL Vincent</b>	750	3250
<b>QUINTART Marie-Anne</b>	6000	15000
<b>REMY Stephane</b>	3000	8000
<b>RIGLET Jennifer</b>	750	3250
<b>ROCOCHE Benoit</b>	6000	15000
<b>SALARDAINE Berenice</b>	3000	8000
<b>SANCHEZ Mickael</b>	3000	8000
<b>SEILLIER Alexandre</b>	750	3250
<b>THIBAUT Kevin</b>	750	3250
<b>TOUPIN Florent</b>	3000	8000
<b>VESELY Etienne</b>	750	3250
<b>AVELANGE Arnaud</b>	750	3250
<b>BEAUDIERE Laurent</b>	1500	8000
<b>BERGER Chloe</b>	1500	8000
<b>CAUMONT Cedric</b>	1500	8000
<b>CHARPENTIER Ludovic</b>	1500	8000
<b>DELSART Fabrice</b>	750	3250
<b>DENEUBOURG Marjorie</b>	1500	15000
<b>GARCIA Ana Bella</b>	1500	8000
<b>HODOT Marjorie</b>	1500	8000
<b>HUBERT Sabine</b>	1500	8000
<b>LAFFONT Marc</b>	1500	15000
<b>NORTIER Valerie</b>	1500	8000
<b>SOULIE Sebastien</b>	1500	8000
<b>DUBLOIS Claire</b>	11000	60000
<b>JOANNE Xavier</b>	11000	60000
<b>BARRA Nicolas</b>	3000	8000
<b>BOUAKKAZ Anaëlle</b>	3000	8000
<b>BRULEFERT Jonathan</b>	750	3250
<b>CALOT Ludovic</b>	3000	8000
<b>CHAGNET Jean-Yves</b>	6000	15000
<b>CHAILLOT Pierre-Hugues</b>	3000	8000
<b>CLERGET Benjamin</b>	750	3250
<b>CREVEUIL Edwige</b>	3000	8000

<b>CREVEUIL Clement</b>	3000	8000
<b>FERRY Alexis</b>	750	3250
<b>GOUSSAULT Wilfrid</b>	750	3250
<b>GUERARD David</b>	750	3250
<b>NANTIER Remi</b>	750	3250
<b>PREAUX Olivier</b>	750	3250
<b>ROSIEK Nathalie</b>	750	3250
<b>ROYNETTE Dimitri</b>	750	3250
<b>SO Maely</b>	750	3250
<b>TOUSSAINT Patrick</b>	6000	15000
<b>BASTOUL Christelle</b>	750	3250
<b>CARON Christophe</b>	3000	8000
<b>COHUET Christophe</b>	3000	8000
<b>CORNU Steven</b>	3000	8000
<b>DI SOTTO Bertrand</b>	750	3250
<b>GASCHET Mathieu</b>	750	3250
<b>HIROU Benoit</b>	3000	8000
<b>IMMOUNI Mohamed</b>	750	3250
<b>LEFEVRE Fabrice</b>	750	3250
<b>MAURER Stephanie</b>	750	3250
<b>NASRI Chams Eddine</b>	750	3250
<b>PAYS Katia</b>	6000	15000
<b>PRODHON Mailys</b>	750	3250
<b>PRODHON Frederic</b>	6000	15000
<b>RATSIMBA Nambinintsoa</b>	750	3250
<b>RENAULT Antoine</b>	3000	8000
<b>TOUGARD Thomas</b>	750	3250
<b>VERNET Hugo</b>	3000	8000
<b>BEGUE Jerome</b>	750	3250
<b>BOURHY Marine</b>	750	3250
<b>BRENOT Didier</b>	750	3250
<b>BROQUET Jerome</b>	750	3250
<b>DE GRAEVE Jonathan</b>	750	3250
<b>JOBIC Marguerite</b>	3000	8000
<b>MAITRE Gerald</b>	750	3250
<b>MOLINARO David</b>	6000	15000
<b>MONTASSIER Ludivine</b>	750	3250
<b>MOUGENOT Stephane</b>	3000	8000
<b>NAUDE Aurore</b>	750	3250
<b>POISSENOT Laurent</b>	750	3250
<b>PUYPE Fabrice</b>	3000	8000
<b>RIGLET Jonathan</b>	750	3250
<b>RUTTEN Geoffrey</b>	750	3250

<b>SAINT PAUL Yann</b>	3000	8000
<b>TAILLEFER Alain</b>	6000	15000
<b>BLOT Gilbert</b>	1500	8000
<b>BOISSET Mathias</b>	1500	15000
<b>COLLET Amelie</b>	1500	8000
<b>CROSSETTE Pascal</b>	1500	15000
<b>HEGO Marc</b>	1500	8000
<b>PITTOIZET Celine</b>	1500	8000

**Annexe IX à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	300000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	300000



**Annexe X à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>ROBIN Jerome</b>	illimité	300000
<b>PEPIN Jean-Luc</b>	illimité	300000

Version anonymisée de la décision 2023/4 du directeur régional à REIMS CEDEX portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à METZ dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à METZ, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

## Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 39239	1500	7500	15000
Matricule 40982	1500	4000	8000
Matricule 41007	1500	7500	15000
Matricule 41581	1500	7500	15000
Matricule 42540	750	1500	3250
Matricule 42650	1500	4000	8000
Matricule 42988	1500	7500	15000
Matricule 45148	1500	7500	15000
Matricule 45650	1500	7500	15000
Matricule 46853	750	1500	3250
Matricule 50290	750	1500	3250
Matricule 50344	1500	7500	15000
Matricule 50704	1500	4000	8000
Matricule 51048	1500	4000	8000
Matricule 51508	1500	7500	15000
Matricule 51542	1500	7500	15000
Matricule 51556	1500	7500	15000
Matricule 52176	750	1500	3250
Matricule 52231	1500	4000	8000
Matricule 52232	750	1500	3250
Matricule 52337	1500	7500	15000
Matricule 52392	750	1500	3250
Matricule 52456	1500	4000	8000
Matricule 52574	1500	4000	8000
Matricule 52758	1500	4000	8000
Matricule 53330	1500	7500	15000
Matricule 53388	1500	7500	15000
Matricule 53422	1500	4000	8000
Matricule 53948	1500	4000	8000
Matricule 54168	1500	4000	8000

<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55332</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55592</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57408</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59082</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60544</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60894</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61622</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 61739</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62310</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250



<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64124</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64446</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66768</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67216</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67232</b>	750	1500	3250

## Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 39239	3000	20000	60000
Matricule 39523	1500	4000	8000
Matricule 40982	3000	4000	8000
Matricule 41007	11000	20000	60000
Matricule 41581	11000	20000	60000
Matricule 42540	750	1500	3250
Matricule 42650	3000	4000	8000
Matricule 42962	750	1500	3250
Matricule 42988	6000	7500	15000
Matricule 43685	1500	7500	15000
Matricule 45148	6000	7500	15000
Matricule 45650	6000	7500	15000
Matricule 46853	750	1500	3250
Matricule 47469	1500	4000	8000
Matricule 50221	1500	4000	8000
Matricule 50229	1500	4000	8000
Matricule 50290	750	1500	3250
Matricule 50344	6000	7500	15000
Matricule 50704	3000	4000	8000
Matricule 51048	3000	4000	8000
Matricule 51508	6000	7500	15000
Matricule 51542	6000	7500	15000
Matricule 51556	6000	7500	15000
Matricule 51630	1500	4000	8000
Matricule 52176	750	1500	3250
Matricule 52231	3000	4000	8000
Matricule 52232	750	1500	3250
Matricule 52323	250000	100000	250000
Matricule 52337	250000	100000	250000
Matricule 52392	750	1500	3250

<b>Matricule 52456</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 60894</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61622</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67216</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67232</b>	750	1500	3250

## Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 39239	3000	20000	60000
Matricule 39523	1500	4000	8000
Matricule 40982	3000	4000	8000
Matricule 41007	11000	20000	60000
Matricule 41581	11000	20000	60000
Matricule 42540	750	1500	3250
Matricule 42650	3000	4000	8000
Matricule 42962	750	1500	3250
Matricule 42988	6000	7500	15000
Matricule 43685	1500	7500	15000
Matricule 45148	6000	7500	15000
Matricule 45650	6000	7500	15000
Matricule 46853	750	1500	3250
Matricule 47469	1500	4000	8000
Matricule 50221	1500	4000	8000
Matricule 50229	1500	4000	8000
Matricule 50290	750	1500	3250
Matricule 50344	6000	7500	15000
Matricule 50704	3000	4000	8000
Matricule 51048	3000	4000	8000
Matricule 51508	6000	7500	15000
Matricule 51542	6000	7500	15000
Matricule 51556	6000	7500	15000
Matricule 51630	1500	4000	8000
Matricule 52176	750	1500	3250
Matricule 52231	3000	4000	8000
Matricule 52232	750	1500	3250
Matricule 52323	250000	100000	250000
Matricule 52337	250000	100000	250000
Matricule 52392	750	1500	3250

<b>Matricule 52456</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52574</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	1500	3250

<b>Matricule 60894</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 61180</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61622</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	20000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	7500	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	4000	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	1500	3250



<b>Matricule 66582</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	4000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67216</b>	750	1500	3250
<b>Matricule 67232</b>	750	1500	3250

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional**  
**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 39239	3000	60000
Matricule 39523	1500	8000
Matricule 40982	3000	8000
Matricule 41007	11000	60000
Matricule 41581	11000	60000
Matricule 42540	750	3250
Matricule 42650	3000	8000
Matricule 42962	750	3250
Matricule 42988	6000	15000
Matricule 43685	1500	15000
Matricule 45148	6000	15000
Matricule 45650	6000	15000
Matricule 46853	750	3250
Matricule 47469	1500	8000
Matricule 50221	1500	8000
Matricule 50229	1500	8000
Matricule 50290	750	3250
Matricule 50344	6000	15000
Matricule 50704	3000	8000
Matricule 51048	3000	8000
Matricule 51508	6000	15000
Matricule 51542	6000	15000
Matricule 51556	6000	15000
Matricule 51630	1500	8000
Matricule 52176	750	3250
Matricule 52231	3000	8000
Matricule 52232	750	3250
Matricule 52323	250000	250000
Matricule 52337	250000	250000
Matricule 52392	750	3250
Matricule 52456	3000	8000
Matricule 52574	3000	8000

<b>Matricule 52758</b>	3000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	3250
<b>Matricule 60894</b>	3000	8000
<b>Matricule 61180</b>	750	3250

<b>Matricule 61258</b>	750	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	3250
<b>Matricule 61622</b>	750	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	3250
<b>Matricule 66728</b>	3000	8000

<b>Matricule 66768</b>	3000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	3250
<b>Matricule 67216</b>	750	3250
<b>Matricule 67232</b>	750	3250

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 39239	3000	60000
Matricule 39523	1500	8000
Matricule 40982	3000	8000
Matricule 41007	11000	60000
Matricule 41581	11000	60000
Matricule 42540	750	3250
Matricule 42650	3000	8000
Matricule 42962	750	3250
Matricule 42988	6000	15000
Matricule 43685	1500	15000
Matricule 45148	6000	15000
Matricule 45650	6000	15000
Matricule 46853	750	3250
Matricule 47469	1500	8000
Matricule 50221	1500	8000
Matricule 50229	1500	8000
Matricule 50290	750	3250
Matricule 50344	6000	15000
Matricule 50704	3000	8000
Matricule 51048	3000	8000
Matricule 51508	6000	15000
Matricule 51542	6000	15000
Matricule 51556	6000	15000
Matricule 51630	1500	8000
Matricule 52176	750	3250
Matricule 52231	3000	8000
Matricule 52232	750	3250
Matricule 52323	250000	250000
Matricule 52337	250000	250000
Matricule 52392	750	3250
Matricule 52456	3000	8000

<b>Matricule 52574</b>	3000	8000
<b>Matricule 52758</b>	3000	8000
<b>Matricule 53330</b>	6000	15000
<b>Matricule 53388</b>	6000	15000
<b>Matricule 53422</b>	3000	8000
<b>Matricule 53437</b>	1500	15000
<b>Matricule 53801</b>	1500	15000
<b>Matricule 53948</b>	3000	8000
<b>Matricule 54168</b>	3000	8000
<b>Matricule 54402</b>	750	3250
<b>Matricule 54711</b>	1500	15000
<b>Matricule 55332</b>	6000	15000
<b>Matricule 55519</b>	750	3250
<b>Matricule 55592</b>	3000	8000
<b>Matricule 55616</b>	750	3250
<b>Matricule 56154</b>	3000	8000
<b>Matricule 56880</b>	750	3250
<b>Matricule 57060</b>	3000	8000
<b>Matricule 57203</b>	1500	8000
<b>Matricule 57408</b>	3000	8000
<b>Matricule 57518</b>	750	3250
<b>Matricule 57698</b>	6000	15000
<b>Matricule 58078</b>	750	3250
<b>Matricule 58142</b>	750	3250
<b>Matricule 58152</b>	3000	8000
<b>Matricule 58598</b>	6000	15000
<b>Matricule 58679</b>	1500	8000
<b>Matricule 59082</b>	3000	8000
<b>Matricule 59346</b>	750	3250
<b>Matricule 59464</b>	750	3250
<b>Matricule 59492</b>	3000	8000
<b>Matricule 59666</b>	3000	8000
<b>Matricule 59834</b>	750	3250
<b>Matricule 59910</b>	3000	8000
<b>Matricule 60246</b>	750	3250
<b>Matricule 60286</b>	3000	8000
<b>Matricule 60490</b>	3000	8000
<b>Matricule 60544</b>	3000	8000
<b>Matricule 60612</b>	750	3250
<b>Matricule 60639</b>	1500	8000
<b>Matricule 60796</b>	750	3250
<b>Matricule 60874</b>	750	3250
<b>Matricule 60894</b>	3000	8000

<b>Matricule 61180</b>	750	3250
<b>Matricule 61258</b>	750	3250
<b>Matricule 61313</b>	750	3250
<b>Matricule 61518</b>	750	3250
<b>Matricule 61578</b>	750	3250
<b>Matricule 61622</b>	750	3250
<b>Matricule 61642</b>	3000	8000
<b>Matricule 61739</b>	11000	60000
<b>Matricule 62107</b>	1500	8000
<b>Matricule 62310</b>	750	3250
<b>Matricule 62344</b>	750	3250
<b>Matricule 62402</b>	6000	15000
<b>Matricule 62546</b>	750	3250
<b>Matricule 62598</b>	3000	8000
<b>Matricule 62676</b>	750	3250
<b>Matricule 62736</b>	750	3250
<b>Matricule 62763</b>	1500	8000
<b>Matricule 62850</b>	750	3250
<b>Matricule 63034</b>	3000	8000
<b>Matricule 63134</b>	1500	8000
<b>Matricule 63173</b>	750	3250
<b>Matricule 63404</b>	750	3250
<b>Matricule 63446</b>	750	3250
<b>Matricule 63508</b>	750	3250
<b>Matricule 63512</b>	750	3250
<b>Matricule 63666</b>	750	3250
<b>Matricule 63752</b>	750	3250
<b>Matricule 64124</b>	3000	8000
<b>Matricule 64192</b>	750	3250
<b>Matricule 64446</b>	3000	8000
<b>Matricule 64647</b>	1500	8000
<b>Matricule 64684</b>	750	3250
<b>Matricule 64822</b>	750	3250
<b>Matricule 65168</b>	750	3250
<b>Matricule 65256</b>	3000	8000
<b>Matricule 65663</b>	1500	8000
<b>Matricule 65726</b>	750	3250
<b>Matricule 65890</b>	3000	8000
<b>Matricule 65976</b>	750	3250
<b>Matricule 66246</b>	750	3250
<b>Matricule 66252</b>	750	3250
<b>Matricule 66556</b>	750	3250
<b>Matricule 66582</b>	750	3250



<b>Matricule 66728</b>	3000	8000
<b>Matricule 66768</b>	3000	8000
<b>Matricule 66778</b>	3000	8000
<b>Matricule 66854</b>	750	3250
<b>Matricule 66870</b>	750	3250
<b>Matricule 66918</b>	750	3250
<b>Matricule 66996</b>	750	3250
<b>Matricule 67018</b>	750	3250
<b>Matricule 67062</b>	750	3250
<b>Matricule 67150</b>	750	3250
<b>Matricule 67192</b>	750	3250
<b>Matricule 67216</b>	750	3250
<b>Matricule 67232</b>	750	3250

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	<b>Montant de l'amende</b>	<b>Argent liquide</b>
<b>Matricule 52323</b>	illimité	300000
<b>Matricule 52337</b>	illimité	300000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/4 du 7 sept. 2023 du directeur régional  
Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 52323</b>	illimité	300000
<b>Matricule 52337</b>	illimité	300000

**Divers**

**Direction interrégionale  
des douanes Grand Est**

**Décision n° 01/2023 du 4 septembre 2023 du directeur interrégional des douanes  
et droits indirects du Grand Est  
de délégation de signature en matière de contentieux  
et de gracieux dans le domaine des contributions indirectes et en matière  
de règlement transactionnel dans le domaine douanier**

**Liste des directeurs régionaux des douanes et droits indirects de la direction interrégionale des  
douanes et droits indirects du Grand Est bénéficiant de la délégation de signature  
du directeur interrégional des douanes et droits indirects**

Vu les III, IV et V de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts ;

Vu les articles 214 et 215 de l'annexe IV au code général des impôts ;

Vu les I, II et IV de l'article 3 du décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes ;

Article 1<sup>er</sup> - les directeurs régionaux des douanes et droits indirects dont les noms suivent bénéficient de la délégation automatique du directeur interrégional du Grand Est. Ils peuvent subdéléguer cette signature aux agents placés sous leur autorité dans les conditions précisées par le 2. du I de l'article 215 de l'annexe IV au code général des impôts en matière de contributions indirectes, et en application du II de l'article 3 du décret n° 2022-467 susvisé en matière de transaction douanière.

Direction interrégionale des douanes  
Secrétariat général interrégional  
25 avenue Foch  
CS 61074  
57036 METZ Cedex1  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : Florence ANTOINE  
Tél. : 09 70 27 74 06  
Courriel : [sgj-metz@douane.finances.gouv.fr](mailto:sgj-metz@douane.finances.gouv.fr)

Réf. : SGI23143

<b>Nom, prénom</b>	<b>Siège de la direction régionale</b>
Sonia DELAUNAY	Direction régionale des douanes de Strasbourg
Roger VEILLARD	Direction régionale des douanes de Mulhouse
Joseph GRANDGIRARD	Direction régionale des douanes de Nancy
Jérôme ROBIN	Direction régionale des douanes de Reims

Article 2 – La présente liste nominative est publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction interrégionale et au recueil des actes administratifs du département du siège de chacune des directions régionales concernées.

Article 3 : La présente décision prend effet à la date du 4 septembre 2023. Elle annule et remplace la décision n° 01/2022 du 20 juin 2022.

Fait à Metz, le 4 septembre 2023

L'Administrateur général des douanes,  
directeur interrégional du Grand Est

signature numérique  
certifiée

Denis MARTINEZ